

## Crédit aux SNF – France • Décembre 2017

### La croissance annuelle des crédits à l'équipement au plus haut depuis près de 9 ans

Après une légère baisse en novembre, le crédit aux sociétés non financières retrouve un taux de croissance annuel proche de 6% (+ 5,9 % exactement).

Le taux de croissance des seuls crédits à l'équipement (+ 8,3 % en décembre comme les deux mois précédents) est à son plus haut niveau depuis février 2009 (+ 9,0 %).

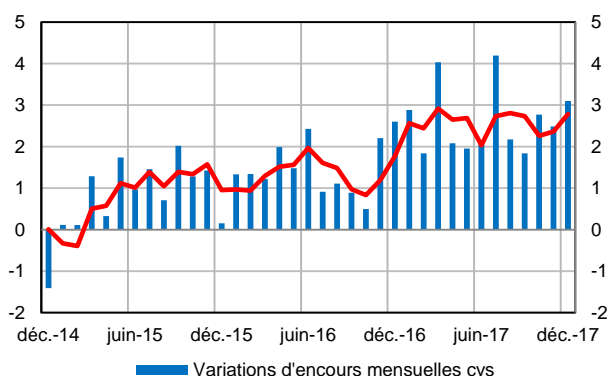
Les crédits de trésorerie et immobiliers accélèrent (+ 4,5 % dans les deux cas, contre respectivement + 3,7 % et + 4,3 % en novembre).

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut Déc.-17	Taux de croissance annuel brut		
		Oct.-17	Nov.-17	Déc.-17
Total	963	6,0	5,5	5,9
Investissement	680	6,6	6,6	6,8
Équipement	408	8,3	8,3	8,3
Immobilier	272	4,2	4,3	4,5
Trésorerie	226	5,1	3,7	4,5
Autres	58	2,3	-0,2	1,9

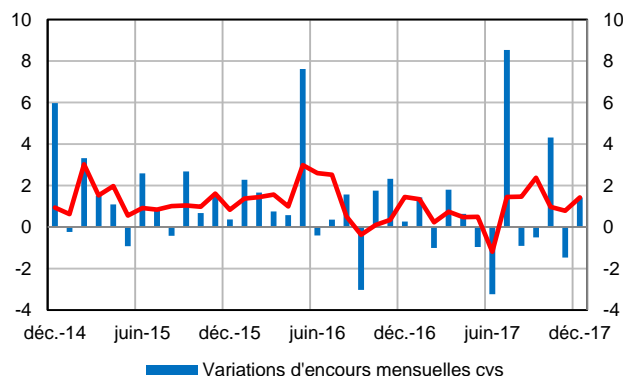
#### Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



#### Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo \*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



\* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES

-1-



## Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevalet euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

